ASSEMBLÉE NATIONALE

4 avril 2025

SIMPLIFICATION DE LA VIE ÉCONOMIQUE - (N° 1191)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 2598

présenté par
le Gouvernement

ARTICLE 15 BIS D

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le Gouvernement souhaite assurer une cohérence entre la volonté de la Commission spéciale exprimée par ce nouvel article, de lever autant de freins que possible à l'implantation d'exploitations sur nos territoires, et la politique de préservation des espaces agricoles et naturels. Les travaux engagés sur la proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux (TRACE) doivent apporter les adaptations nécessaires pour conserver notre objectif de sobriété foncière, tout en évitant de stériliser certains territoires et de bloquer les grands projets indispensables à notre économie.

Ces assouplissements ne peuvent intervenir au coup par coup, sans vision d'ensemble, dans des textes législatifs concurrents, qui pourraient s'avérer contradictoires ou inconciliables. Ils doivent donc s'inscrire dans un vecteur unique et structuré.

C'est pourquoi le Gouvernement souhaite la suppression du présent article, adopté en Commission, dans la perspective de pouvoir conserver et poursuivre ce débat nécessaire, dans le cadre de l'examen très prochain de la proposition de loi TRACE devant l'Assemblée Nationale.